

# CONTRIBUABLES ASSOCIÉS

Contre l'oppression fiscale  
la pression des contribuables



## 28 juillet 2010

**LE JOUR  
DE LIBÉRATION FISCALE  
RECULE DE 13 JOURS !**



En 2010, ce n'est qu'à partir du 28 juillet que les Français cesseront de travailler pour le seul profit de la sphère publique et pourront enfin bénéficier des fruits de leur labeur : 13 jours de perdus depuis l'année dernière ! Entre 1999 (date de la première célébration du Jour de libération fiscale par Contribuables Associés) et 2009, ce jour avait oscillé entre le 10 et le 17 juillet.

Le voici projeté au 28 juillet !

**Cette fois, l'État nous aura ponctionné 208 jours !**

# 28 JUILLET : JOUR DE LIBÉRATION FISCALE

## LA POMPE ÉTATIQUE

**Sept mois de servage pour payer les dépenses des administrations publiques !**

Selon nos calculs, effectués d'après notre source habituelle - l'OCDE -, cette année les dépenses publiques représentent 56,9% du PIB.

Rapporté au calendrier 2010, ce pourcentage équivaut à 208 jours de travail pour chaque Français.

Nos compatriotes ne sont donc fiscalement libérés que le 28 juillet : ce n'est qu'à partir de cette date qu'ils peuvent commencer à travailler pour eux-mêmes !

Du 1<sup>er</sup> au 27 juillet inclus, ils ont, au contraire, besoin exclusivement pour payer les dépenses de la sphère publique. Cela représente quasiment 7 mois de servage !

La situation régresse fortement : par rapport à 2009, les Français travaillent 13 jours de plus pour la collectivité. Le poids de la dépense publique augmente d'autant plus que le PIB est en baisse.



**La crise exacerbe la folie dépensière de l'État !**

## LA FRANCE VICE-CHAMPIONNE DU MONDE

**Les contribuables français sont parmi les plus mal lotis**

Cette année, la France est au deuxième rang des pays de l'OCDE, derrière le Danemark, où l'État est le plus glouton.

Les citoyens de la zone euro commencent en moyenne à travailler pour leur propre profit et celui de leur famille plus de 3 semaines avant les Français et ceux de l'OCDE, 45 jours !

Pays	Nombre de jours travaillés pour la dépense publique	Jour de libération	Retard français
Danemark	220	9 août	-
France	208	28 juillet	-
Suède	205	25 juillet	3
Royaume-Uni	192	12 juillet	16
Italie	189	9 juillet	19
Allemagne	175	25 juin	33
Espagne	167	17 juin	41
Canada	158	8 juin	50
USA	152	2 juin	56
Japon	149	30 mai	59
Australie	128	9 mai	80
Corée du Sud	111	22 avril	97
Moyenne de la zone euro	186	6 juillet	22
Moyenne de l'OCDE	163	13 juin	45

**Encore un record dont on se passerait bien!**

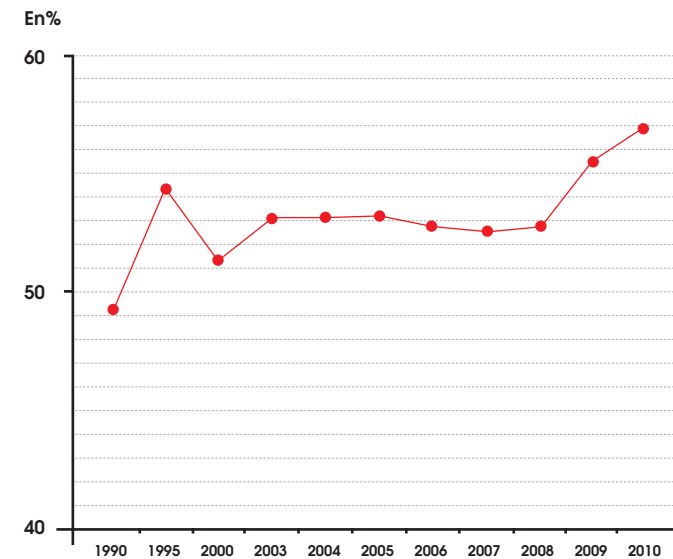
## NIVEAU RECORD DES DÉPENSES PUBLIQUES

**Il faut rendre aux Français du pouvoir d'achat en baissant les impôts**

En 2009, les dépenses publiques – réunissant celles de l'État, de la sécurité sociale et des collectivités locales – ont augmenté de 2,9%, atteignant le niveau sans précédent de 55,7% du PIB. Elles sont annoncées à 56,9% en 2010.

Les transferts sociaux, en hausse, sont souvent présentés comme un amortisseur de la crise. En fait, à cause d'eux, la France sera la dernière à en sortir...

Évolution des dépenses publiques en % du PIB



Source : OCDE

**La France est de plus en plus droguée à la dépense publique !**

# LA COURSE AU DÉFICIT PUBLIC

## La France galope vers une catastrophe « à la grecque »

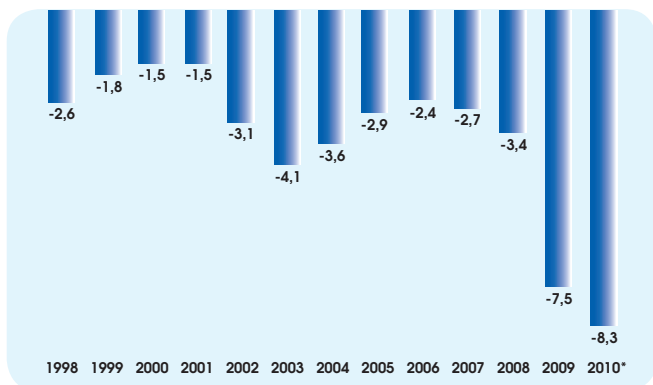
La crise mondiale plombe nos finances publiques, déjà mal en point auparavant. Selon l'INSEE, en 2009 la récession a réduit le PIB de 2,5% et les recettes fiscales de 4,2% par rapport à 2008.

Le déficit public est passé de 3,3% du PIB en 2008 à 7,5% l'année dernière. L'OCDE prévoit un déficit public de 8,3% pour 2010. Conséquence de 35 ans de dépenses inconsidérées : en 2009, la dette publique est montée au niveau sans précédent de 78,1% du PIB (+ 10,6 points en un an). Elle est annoncée à 83,2% en 2010.

Le secteur public devra augmenter les impôts s'il ne réduit pas énergiquement ses dépenses.

Ce sont toujours les contribuables qui payent la dette publique !  
Tôt ou tard !

L'évolution du déficit public français



Source Insee - En % du PIB, au sens de Maastricht

\* Prévision OCDE

La crise rend plus que jamais  
nécessaire la réduction  
de la dépense publique !